

Rapport d'activité 2012

Avril 2013

1301 Cité Grain d'Or – 97100 BASSE-TERRE
Tél : 0590 38 74 48 // Fax : 0590 38 79 84
Email : orsag@wanadoo.fr
Site internet : <http://www.orsag.fr>

Sommaire

RAPPORT MORAL DU PRESIDENT	2
LES ADMINISTRATEURS	4
1. LE BUREAU.....	4
2. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	4
3. LES MEMBRES D'HONNEUR.....	4
LA VIE ASSOCIATIVE	4
L'EQUIPE SALARIEE DE L'ORSAG	5
1. LA COMPOSITION DE L'EQUIPE.....	5
LE BUDGET	5
1. LA SITUATION FINANCIERE EN 2012.....	5
2. LE BUDGET PREVISIONNEL DE 2013.....	5
3. FINANCEMENT DE L'ENQUETE SUR LE CHLORDECONE : ENQUETE KANNARI.....	5
LA PRODUCTION DE TRAVAUX	7
1. L'OBSERVATION DE LA SANTE.....	7
1.1. LES TABLEAUX DE BORD.....	7
1.2. LES FICHES THEMATIQUES.....	7
2. LES ETUDES.....	7
2.1. TYPOLOGIE DES COMPORTEMENTS ALIMENTAIRES EN 2010.....	7
2.2. ENQUETE AUPRES DES ASSURES SOCIAUX DES ÎLES DU NORD.....	7
2.3. SURCHARGE PONDERALE EN GRANDE SECTION DE MATERNELLE.....	7
2.4. DIAGNOSTICS LOCAUX DE SANTE.....	8
2.4.1. DIAGNOSTIC DE SANTE DE LA COMMUNE DE BAILLIF.....	8
2.4.2. DIAGNOSTIC DE SANTE DES COMMUNES MEMBRES DU CONTRAT URBAIN DE COHESION SOCIALE (CUCS) DE L'AGGLOMERATION POINTOISE.....	8
2.5. ENQUETE CHLORDECONE.....	8
3. L'ACCOMPAGNEMENT METHODOLOGIQUE.....	9
3.1. EVALUATION DES ECOLES CARAMBOLE.....	9
3.2. VECU ET PERCEPTION DES PATIENTS DIABETIQUES GUADELOUPEENS DE TYPE 2 VUS EN MILIEU HOSPITALIER ET AU RESEAU KARUDIABETE.....	9
3.3. ENQUETE AUPRES DES PERSONNES ACCUEILLIES PAR LES ORGANISMES PARTENAIRES DE LA BANQUE ALIMENTAIRE DE GUADELOUPE EN 2012-2013.....	9
3.4. TRAITEMENT DE LA BASE DE DONNEES DU PROGRAMME D'EVALUATION DE L'AUTO-MESURE (PEA).....	9
LA PLATE-FORME D'OBSERVATION SOCIALE	10
ETUDE SUR LE SERVICE CIVIQUE.....	10
LES GROUPES DE TRAVAIL ET REPRESENTATION DE L'ORSAG	10
LA PARTICIPATION AU RESEAU DES ORS, LES ECHANGES AVEC LA FNORS	10
1. DEMARCHE QUALITE_SEMINAIRE INTER-ORS D'ORLEANS.....	10
2. ACTIVITE FNORS_RESEAU DES ORS.....	11
LA VALORISATION ET LA COMMUNICATION	11
1. LES COMMUNICATIONS ORALES.....	11
2. L'EXPOSITION MEDIATIQUE.....	11
3. LE SITE INTERNET.....	13
FORMATION	13
LE PROGRAMME D'ACTIVITE 2013	13
ANNEXES	
ANNEXE 1 : EXTRAIT DU DOSSIER FINANCIER FIREC (BILAN, COMPTE DE RESULTAT).....	
ANNEXE 2 : RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES 2011.....	

- Bienvenue et remerciements aux présents
- Remerciements à M le directeur de l'OIH pour la salle. Cet accueil permet à l'ORSaG de quitter ses bases de Basse Terre pour se rapprocher du bassin de population de Pointe à Pitre

Au cours de cette AG, nous allons procéder à la troisième élection pour le renouvellement du CA depuis la refondation de l'ORSaG en octobre 2004.

En tant que président, animé par l'enthousiasme des pionniers et la foi des missionnaires, je me suis attelé à assurer le démarrage et le développement de cet outil jugé indispensable par tous et que nous étions nombreux à l'époque, à vouloir aider. Souvenez-vous, plus de 80 participants à l'assemblée constituante, une vingtaine de candidatures pour la constitution du premier CA.

Depuis nous avons connu des fortunes diverses. Après la période d'appui total de MM Richard, Parodi et Rénia de la DSDS, nous avons dû affronter nos premières difficultés avec la mise en place de l'ARS et la raréfaction des financements qui nous a conduit en avril 2011 à un licenciement économique suite à une procédure d'alerte par le commissaire au compte. A cet instant l'ORSaG s'est retrouvé avec pour seuls personnels, une directrice et une secrétaire de direction.

Il a fallu une aide exceptionnelle de la CGSS fin 2011, pour nous permettre de sortir du gouffre et boucler notre programme de travail. Je dois, encore une fois, remercier M Yacou et Mme Résid pour leur confiance et leur accompagnement continus depuis le début de cette aventure.

Il aura fallu aussi toute la détermination et la persévérance de Vanessa Cornély la directrice qui mérite notre reconnaissance et nos remerciements.

Une des réussites majeures de cette période d'après crise aura été l'enquête Kannari en relation avec la problématique du chlordécone. Avec la signature de la convention les choses vont mieux, trop bien serions nous tenter de dire.

Nous voilà donc, avec environ 2 années de répit que nous devons mettre à profit pour rappeler à nos partenaires l'aide que nous pouvons leur apporter dans leur prise de décision et surtout pour leur expliquer notre mode de fonctionnement ainsi que nos contraintes.

Car, même si nous rencontrons ça et là des gens qui disent ne pas connaître l'ORSaG, je suis persuadé que les décideurs utilisent largement nos productions sans se soucier de la pérennité d'une structure comme la nôtre qui ne perçoit aucune subvention.

Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une méconnaissance de leur part de notre aptitude à fournir un travail de qualité. Je ne pense pas non plus qu'il y aurait une simple volonté à aller piocher les données qui existent sur notre site, j'opterais plutôt pour une pratique de prise de décisions en dernier recours, toujours dans l'urgence.

Or, pour garantir la qualité de nos productions et la survie de l'équipe nous avons besoin d'une programmation à moyen et long terme.

L'expérience de Kanari nous rappelle qu'il faut du temps pour la mise en place d'une étude, du temps avant la signature des conventions et du temps pour organiser le recrutement si l'équipe ne dispose pas le personnel nécessaire. D'où la nécessité d'avoir des commandes en attente.

Je crois que cette réalité devra faire l'objet d'un lobbying de la part de l'ensemble des adhérents de l'ORSaG et tout particulièrement de ses administrateurs.

Avant de terminer je voudrais parler des relations avec notre fédération (la FNORS) qui nous a permis de développer des relations avec l'ensemble des ORS et notamment avec ceux de Picardie et de la région Centre. Notre participation au récent congrès des ORS à Bordeaux a été encore une fois, l'occasion de renforcer ces liens et approfondir nos connaissances réciproques.

Si ça pouvait nous consoler, ces contacts nous montrent que nous ne sommes pas les seuls dans cette situation difficile. D'autres la vivent encore plus amèrement que nous, à la différence que notre insularité nous oblige à relever des défis qui ne s'imposent pas forcément à tous.

Avant de rappeler la nécessité pour nous d'avoir un CA fort, capable de faire face à ce contexte difficile, je voudrais remercier les différents membres de l'équipe actuelle pour le travail fourni et leur professionnalisme.

Dr Max THEODORE

1. LE BUREAU

Le bureau de l'ORSaG est composé comme suit :

- Président : Dr Max THEODORE
- Vice Présidente : Dr Roberte HAMOUSIN-METREGISTE
- Secrétaire : Mme Geneviève BRUNO
- Secrétaire adjointe : Mme Delphine TINVAL
- Trésorier : Mme Edmonde LAROCHELLE
- Trésorier adjoint : Dr Frantz PLUMASSEAU

2. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les autres membres du conseil d'administration sont :

- Mme Kitty KARAM, cadre hospitalier retraité
- Dr Maurice MEISSONNIER, médecin de l'ARS
- Mr Jean-Claude Bruno CHRISTOPHE, infirmier libéral
- Mme Jocelyne MARIVAL, enseignante retraitée

3. LES MEMBRES D'HONNEUR

Depuis l'assemblée générale extraordinaire, les statuts de l'ORSaG ont été modifiés. Les membres de droit devenant des membres d'honneur peuvent être invités au Conseil d'administration avec une voix consultative. Ces membres d'honneur sont :

- le Directeur général de l'Agence de Santé de Guadeloupe, Saint-Barthélemy et de Saint-Martin
- le Président du conseil d'administration de la Caisse Générale de la Sécurité Sociale
- le Président du Conseil régional
- le Président du Conseil général
- les Présidents des Collectivités d'Outre-Mer des Iles du Nord
- et toute autre personne qualifiée

LA VIE ASSOCIATIVE

En 2012, l'Assemblée Générale ordinaire a eu lieu le 22 mai dans les locaux de l'observatoire des inadaptations et du Handicap (OIH) à Grand-Camp aux Abymes.

Le Conseil d'administration de l'ORSaG s'est réuni 2 fois dans les locaux de l'ORSaG: le 29 mars et le 20 décembre 2012. Sa tenue a été délocalisée le 20 juin à l'Association guadeloupéenne de dépistage du cancer (AGWADEC).

En 2012, tout comme en 2011, l'ORSaG comptait 30 adhérents.

1. LA COMPOSITION DE L'EQUIPE

En 2012, l'équipe est composée de 3 salariées en contrat à durée indéterminée (CDI) :

- Une assistante de direction, Kattia THALMENSY (spécialisée en comptabilité)
- Un chef de projet, Sandrine PITOT (démographe)
- Une directrice, Vanessa CORNELLY (épidémiologiste)

Deux chargées d'études sont venues renforcer l'équipe de production : Cécile YACOU (statisticienne) au début du mois d'octobre et Emmanuelle VAIL (sociologue) à la mi-novembre pour des durées respectives de 18 et 12 mois.

Cécile YACOU a été recrutée pour accompagner l'ORSaG dans la conduite de l'étude KANNARI, Emmanuelle VAIL pour la réalisation d'études qualitatives notamment dans le cadre des diagnostics locaux de santé.

LE BUDGET

5

1. LA SITUATION FINANCIERE EN 2012

En 2012, le compte de résultat présente un excédent de 1 479 euros. En 2012, le total des produits est de 210 588 euros, celui des charges s'élevant à 209 109 euros. Le passif du bilan indique un montant des produits constatés d'avance de 415 376 euros (annexes I et 2).

2. LE BUDGET PREVISIONNEL DE 2013

Le budget prévisionnel pour l'année 2013 est de 336 986 euros. La part de la subvention de l'ARS (convention annuelle) dans le BP tend à diminuer (46,7 % des produits du BP). En effet, à côté des subventions de l'Assurance maladie (5,9 %), de nouveaux partenaires apparaissent tels que la mairie de Baillif (3,9 %), la Banque alimentaire de Guadeloupe (2,33 %). Le partenariat avec la Direction de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DJSCS) devrait s'inscrire dans la durée (Tableau I).

3. FINANCEMENT DE L'ENQUETE SUR LE CHLORDECONE : ENQUETE KANNARI

En 2012, une convention relative à l'enquête Kannari a été signée entre l'ARS et l'ORSaG d'un montant de 130 000 euros. Cette convention a fait l'objet d'un avenant en décembre 2012 d'un montant de 226 000 euros.

En 2012, 26 936,97 euros de charges du compte de résultat correspondent à l'activité dans le cadre de l'étude KANNARI (charges de personnel et déplacement).

Le budget prévisionnel de l'enquête Kannari pour l'année 2013 est de 518 948 euros. Les charges de personnel représentent 47,4 % des charges, le recrutement de 40 enquêteurs étant prévu sur une durée de trois mois à compter de septembre 2013.

Tableau I – Budget prévisionnel 2013

	Coût prévu 2013	Comptes 2012	% 2013
60- Achats			
Prestations de services	7 000,00	6 929,00	2,1%
Fournitures non stockables (eau/énergie)	1 200,00	766,27	0,4%
Fournitures d'entretien & pt équipement	5 000,00	281,47	1,5%
Fournitures administratives	5 000,00	877,38	1,5%
Sous-total	18 200,00	8 854,12	5,4%
61- Services extérieurs			
Sous traitance générale	25 400,00		7,5%
Locations	6 540,00	6 184,08	1,9%
Entretien & réparation	4 960,00	3 494,74	1,5%
Assurances	3 700,00	2 098,51	1,1%
Documentation & divers	15 000,00		4,5%
Internet (domaine & hébergement)	800,00	77,59	0,2%
Sous-total	56 400,00	11 854,92	16,7%
62- Autres services extérieurs			
Personnel extérieur à l'entreprise	3 520,00	2 900,36	1,0%
Honoraires	7 000,00	4 340,08	2,1%
Cotisation FNORS & Associations	3 800,00	3 760,00	1,1%
Frais postaux	800,00	167,25	0,2%
Télécommunication (Tél./Fax)	5 000,00	3 045,05	1,5%
Internet	700,00	540,48	0,2%
Impression diffusion	27 000,00	10 677,23	8,0%
Déplacements, missions et réceptions	25 000,00	6 689,91	7,4%
Services Bancaires	500,00	216,47	0,1%
Sous-total	73 320,00	32 336,83	21,8%
63- Impôts et taxes			
Impôt et taxes sur rémunérations	2 000,00	1 320,78	0,6%
Autres impôts et taxes			0,0%
Sous-total	2 000,00	1 320,78	0,6%
64- Charges de personnel			
Rémunérations et charges sociales	179 890,00	148 539,18	53,4%
Medecine du travail	676,00	335,27	0,2%
Sous-total	180 566,00	148 874,45	53,6%
65- 67 Autres charges			
Autres Charges		185,41	0,0%
Sous-total	0,00	185,41	0,0%
68- Dotations aux amortissements			
Amortissements 2012	6 500,00	5 682,38	1,9%
Sous-total	6 500,00	5 682,38	1,9%
TOTAL CHARGES	336 986,00	209 108,89	100,0%

	Coût prévu 2013	Comptes 2012	% 2013
70- Ventes, prestations de services			
IREPS -Carambole	5 000,00		1,5%
Prestations Serv		9 158,28	
Ventes diverses		115,00	0,0%
Sous-total	5 000,00	9 273,28	1,5%
74- Subventions d'exploitation			6
(Etat) ARS	157 400,00	142 106,02	46,7%
(Etat) ARS -Autres missions			0,0%
(Etat) ARS -Kannari	35 030,00	26 623,58	10,4%
DJSCS	34 359,00	4 320,45	10,2%
Subvention Région	0,00		0,0%
Mairie de Baillif	13 200,00	4 218,47	3,9%
Karu-Diabète	8 350,00	1 677,77	2,5%
CGSS	20 000,00	20 000,00	5,9%
Subvention Département	0,00		0,0%
Banque Alimentaire	7 847,00	867,73	2,3%
INCA	2 000,00		0,6%
Projet CUCS	52 700,00		15,6%
Sous-total	330 886,00	199 814,02	98,2%
75- Autres produits de gestion courante			
Cotisations	700,00	750,00	0,2%
Autres			0,0%
Sous-total	700,00	750,00	0,2%
76-79 Produits Financiers et Autres			
Revenu des Placements	400,00	585,04	0,1%
Autres		165,86	0,0%
Sous-total	400,00	750,90	0,1%
TOTAL PRODUITS	336 986,00	210 588,20	100,0%

1. L'OBSERVATION DE LA SANTE

1.1. LES TABLEAUX DE BORD

Depuis 2005, la mise à jour d'une trentaine de tableaux de bord a été entreprise. Ces documents standards se composent d'un contexte national, des faits marquants de la région, des indicateurs sur la situation actuelle régionale et des tendances évolutives.

Depuis 2010, une deuxième mise à jour des tableaux de bord de l'ère ORSaG a débuté.

En 2012, les fiches mis à jour sont les suivantes : La santé de l'enfant, Autour de la grossesse et Cancers de l'utérus

⇒ *Financement ARS*

1.2. LES FICHES THEMATIQUES

Une fiche thématique a été réalisée au courant du mois d'avril 2012 sur le cancer du sein.

⇒ *Financement ARS*

2. LES ETUDES

2.1. TYPOLOGIE DES COMPORTEMENTS ALIMENTAIRES EN 2010

Pour optimiser l'exploitation de la base de données recueillies dans le cadre de l'étude sur les comportements alimentaires et les perceptions de l'alimentation en Guadeloupe, un septième dossier visant à caractériser les groupes de mangeurs en Guadeloupe a été réalisée. Ce travail a été l'occasion de collaborer avec l'ORS Centre.

⇒ *Financement ARS et CGSS*

2.2. ENQUETE AUPRES DES ASSURES SOCIAUX DES ÎLES DU NORD

Cette étude commandée par la CGSS depuis 2008 a été finalisée en octobre 2012. Elle a été présentée aux collectivités d'Outre-Mer de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy, à l'occasion d'une visite d'une délégation de la CGSS venue de Guadeloupe.

⇒ *Financement CGSS*

2.3. SURCHARGE PONDERALE EN GRANDE SECTION DE MATERNELLE

Le suivi de la surcharge pondérale est un des indicateurs de suivi d'intérêt pour l'ARS. Après une première étude conduite avec le service de promotion de la santé en faveur des élèves sur une cohorte d'enfants nés en 2005, l'étude concerne une cohorte d'enfants nés en 2006. La méthode demeure la même, l'ORSaG procède au tirage au sort d'établissements par territoire de santé afin de mesurer le surpoids et l'obésité des enfants scolarisés en classe de grande section de maternelle. Une fiche thématique a été imprimée, diffusée et mise en ligne sur le site Internet de l'ORSaG. Les résultats de l'étude ont été présentés au service de promotion de la santé en faveur des élèves, lors de la réunion de service de rentrée (année scolaire 2012-2013).

⇒ *Financement ARS*

2.4. DIAGNOSTICS LOCAUX DE SANTE

La commande de diagnostics locaux de santé a amené l'ORSaG à recruter une chargée d'études ayant un profil de sociologue pour la conduite du volet qualitatif, se matérialisant par la conduite d'entretiens individuels ou collectifs auprès d'élus de professionnels et de la population résidant sur le(ou les) territoires concernés.

2.4.1. DIAGNOSTIC DE SANTE DE LA COMMUNE DE BAILLIF

Contacté par le chef de projet de la commune de Baillif dès 2011, l'ORSaG a élaboré un cahier des charges pour la réalisation d'un diagnostic de santé comportant un volet quantitatif mais aussi un volet qualitatif. Une rencontre avec le maire de Baillif a eu lieu au mois de mars, la convention a été signée en juillet 2012. Le volet quantitatif a été rédigé au dernier quadrimestre 2012. Une présentation au maire du volet quantitatif permettra de poursuivre et de finaliser le DLS par les entretiens du volet qualitatif.

⇒ *Financement Mairie de Baillif*

2.4.2. DIAGNOSTIC DE SANTE DES COMMUNES MEMBRES DU CONTRAT URBAIN DE COHESION SOCIALE (CUCS) DE L'AGGLOMERATION PINTOISE

En amont d'une volonté affichée de signer un contrat local de santé, l'ARS a souhaité l'établissement d'un diagnostic local sur les quatre villes centrales membres d'un même CUCS : Abymes, Pointe-à-Pitre, Gosier, Baie-Mahault. Le volet quantitatif et les étapes du volet qualitatif ont été présentés au comité technique de suivi et au comité de pilotage en décembre 2013.

⇒ *Financement ARS*

2.5. ENQUETE CHLORDECONE

L'enquête Chlordécone s'appelle dorénavant Kannari : Santé, nutrition et exposition au chlordécone aux Antilles.

Une convention de collaboration relative a été signée entre l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), l'Agence régionale de Santé de Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy, l'Agence régionale de Santé de Martinique, l'Institut de veille sanitaire (InVS), l'Observatoire régional de la santé de Guadeloupe, l'Observatoire régional de la santé de Martinique.

L'équipe opérationnelle est chargée de la mise en œuvre scientifique de l'étude. Elle assure notamment la rédaction du protocole (coordonnée par l'InVS) et des documents utiles au déroulé de l'étude (questionnaires, procédures opérationnelles d'échantillonnages et de recueil des Données...).

Elle est composée de l'Anses (Direction de l'Evaluation des Risques, Observatoire des Résidus de Pesticides), de l'InVS (DCAR/Cire Antilles Guyane, Département Santé Environnement, Département des Maladies Chroniques et des Traumatismes), des ORS de Guadeloupe et Martinique.

Les membres de l'équipe opérationnelle ont participé à 14 réunions téléphoniques pendant l'année.

En juin 2012, une phase de test s'est déroulée en Martinique pour tester au domicile des foyers tirés au sort par l'INSEE les questionnaires fréquentiels et approvisionnement. La passation du rappel des 24 heures au téléphone par des diététiciennes a été également testée. Sandrine Pitot de l'ORSaG a pris part à la phase de terrain du 11 au 15 juin 2012.

Cécile Yacou est venue renforcer l'équipe sur cette étude dès octobre 2012 ;

En novembre 2012, l'équipe opérationnelle a fait le choix d'informatiser les questionnaires. L'ORSaG a eu la responsabilité de préparer le cahier des charges à soumettre aux prestataires pressentis.

3. L'ACCOMPAGNEMENT METHODOLOGIQUE

3.1. EVALUATION DES ECOLES CARAMBOLE

L'ORSaG a contribué à la réalisation de questionnaires permettant l'évaluation du programme les Ecoles Carambole. Ce programme de promotion de la santé nutritionnelle de l'Instance régionale de promotion et d'éducation à la santé (Ireps). Ce programme est une contribution à la réduction de la prévalence de l'obésité des enfants âgés de 6 à 11 ans et sera déployé sur l'ensemble des établissements scolaires de Guadeloupe et de Saint-Martin. Les questionnaires proposés sont destinés aux enseignants, aux agents et aux élèves bénéficiaires du programme. Sur la période 2012-2015, l'ORSaG apportera un soutien méthodologique à l'IREPS.

⇒ *Financement IREPS*

3.2. VECU ET PERCEPTION DES PATIENTS DIABETIQUES GUADELOUPEENS DE TYPE 2 VUS EN MILIEU HOSPITALIER ET AU RESEAU KARUDIABETE

Une convention liant l'ORSaG et le réseau Karudiabète a été signée. L'enquête se déroulant sur deux sites, le réseau Karudiabète et à l'unité du pied au CHU, une convention doit être signée entre le CHU et le réseau.

Le protocole et le questionnaire sont prêts, le recueil sur le terrain aura lieu en 2013.

⇒ *Financement Karudiabète*

3.3. ENQUETE AUPRES DES PERSONNES ACCUEILLIES PAR LES ORGANISMES PARTENAIRES DE LA BANQUE ALIMENTAIRE DE GUADELOUPE EN 2012-2013

Dès 2011, la Banque alimentaire de Guadeloupe (BAG) a sollicité l'accompagnement méthodologique de l'ORSaG pour mener en Guadeloupe une étude visant à mieux connaître les caractéristiques des bénéficiaires de l'aide alimentaire sur le modèle d'une étude transversale menée au niveau national.

Sur la base du cahier des charges proposé par l'ORSaG, la recherche de financement amorcée par la déléguée de la BAG a abouti en juin 2012. L'enquête de terrain a démarré en décembre 2012 dans une vingtaine de structures partenaires de la BAG auprès de 500 bénéficiaires, elle s'achèvera en mai 2013. Le recueil des données est effectué par une jeune engagée dans le cadre du dispositif du service civique. L'ORSaG a adapté le questionnaire de départ et a conçu le masque de saisie. La saisie est effectuée par l'enquêtrice à la BAG.

⇒ *Financement Banque Alimentaire de Guadeloupe*

3.4. TRAITEMENT DE LA BASE DE DONNEES DU PROGRAMME D'EVALUATION DE L'AUTO-MESURE (PEA)

L'ORSaG a procédé à la mise en forme et à la valorisation de la base de données constituée sur plusieurs années dans le cadre du programme d'évaluation de l'auto-mesure (PEA) de l'hypertension artérielle. Un tri à plat des données a été transmis au réseau HTAGwad, il devrait en ressortir une (ou des) publication(s) scientifique(s). Ce projet a fait l'objet d'une facturation entre le réseau et l'ORSaG.

⇒ *Financement Réseau HTAGwad*

La Direction de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DJSCS) a confié à l'ORSaG l'animation de la plateforme d'observation sociale dont l'objectif est de mettre à la disposition des décideurs les informations nécessaires à la conduite des politiques sociales et médico-sociales. Sa mise en place matérialisée par la réunion du comité de pilotage est prévue en mars 2013.

ETUDE SUR LE SERVICE CIVIQUE

D'ores et déjà, une étude sur le dispositif du service civique a débuté en décembre 2013. Elle a pour objectif d'améliorer la connaissance des jeunes engagés dans le dispositif du Service Civique en précisant le profil socio-démographique des engagés et en évaluant l'impact du Service Civique sur l'insertion personnelle et professionnelle des engagés.

⇒ *Financement Direction de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale*

LES GROUPES DE TRAVAIL ET REPRESENTATION DE L'ORSaG

La participation de l'ORSaG aux différentes instances régionales a subi un ralentissement en cette année 2011 par rapport à l'année précédente (tableau II). Cependant, l'ORSaG a pris part à des groupes de travail en dehors de la Guadeloupe, ces déplacements ont été, à chaque fois, financés par les organisateurs.

Les invitations à des groupes de travail par l'ARS ont été moins nombreuses (tableau II).

Tableau II – Participation de l'ORSaG à différentes instances, groupes de travail ou réunions régionaux

Instances	Modalités de participation	Dates
ARS <ul style="list-style-type: none"> ▪ Groupe de travail sur le dépistage néonatal de la surdité (Vanessa Cornély) ▪ Matinée de réflexion sur la mise en place d'une plateforme de santé (Vanessa Cornély) 	<i>Invitation</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 19 juillet 2012 ▪ 28 septembre 2012 ▪ 17 juillet 2012
AGWADEC <ul style="list-style-type: none"> ▪ Conseil d'administration (Vanessa Cornély) ▪ Assemblée générale 	<i>Administrateur</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 27 janvier 2012 ▪ 15 février 2012 ▪ 16 mars 2012

LA PARTICIPATION AU RESEAU DES ORS, LES ECHANGES AVEC LA FNORS

1. DEMARCHE QUALITE_SEMINAIRE INTER-ORS D'ORLEANS

A l'issue du séminaire inter-ORS d'Orléans d'octobre 2011, l'ORSaG a intégré le groupe de travail sur les bases de données nationales. Ce groupe est constitué des ORS de Basse-Normandie, Champagne-Ardenne, Guadeloupe, Rhône-Alpes Réunion, l'OR2S de Picardie et la FNORS ;

Au premier semestre 2012; 4 Réunions téléphoniques ont eu lieu (17 janvier, 20 février, 9 mars et 24 avril). Le groupe a travaillé une journée (le 27 juin) au siège de la FNORS. La réflexion porte sur des indicateurs à proposer au regard des besoins repérés dans les plans de santé et les plans régionaux de santé des ARS.

2. ACTIVITE FNORS_RESEAU DES ORS

La directrice a représenté l'ORSaG à l'assemblée générale de la FNORS, le 26 juin 2012.

Elle a profité de ce séjour pour faire une journée d'immersion à l'ORS Centre. Elle a été conviée à un entretien collectif auprès de professionnels de santé à Dreux, opportunité intéressante au regard des sollicitations de Baillif et de l'ARS (pour les communes du CUCS agglomération pointoise).

LA VALORISATION ET LA COMMUNICATION

1. LES COMMUNICATIONS ORALES

Il s'agit des communications orales réalisées dans le cadre de sollicitations ne relevant pas directement d'une restitution de travaux auprès de commanditaires ou de partenaires associés (tableau II).

En 2012, l'ORSaG a fait un exposé quantitatif sur la santé des jeunes en Guadeloupe à la demande de la société médicale des Antilles-Guyane françaises. L'état de santé dans les DFA, les personnes âgées en Guadeloupe et la surcharge pondérale ont fait également l'objet de communications orales.

L'office de l'eau ayant le projet de mettre en place un observatoire de l'eau, a invité l'ORSaG à faire part de son expérience dans le champ de l'observation lors d'un séminaire des données sur l'eau.

11

Tableau II - Communications orales

Thèmes, intervenants, lieux	Calendrier
Santé des moins de 20 ans en Guadeloupe (Sandrine Pitot, Vanessa Cornély) <i>35^{ème} Journée de la SMAGF</i> Gosier	▪ 17 mai 2012
Etat de santé dans les départements français d'Amérique (Sandrine Pitot, Vanessa Cornély) <i>Les Journées de prévention (INPES-ARS)</i> Baie-Mahault	▪ 18 juin 2012
La population âgée en Guadeloupe (Sandrine Pitot, Vanessa Cornély) <i>16^{ème} congrès des fédérations hospitalières des Antilles-Guyane</i> Gosier	▪ 27 septembre 2012
Présentation de l'Observatoire Régional de la Santé de Guadeloupe (Vanessa Cornély) <i>Séminaire des données sur l'eau</i> Baie-Mahault	▪ 30 novembre 2012
Surpoids et obésité à Saint-Martin (Vanessa Cornély) <i>Colloque débat « bien manger, bouger plus », ARS Délégation territoriale</i> Saint-Martin	▪ 6 décembre 2012

2. L'EXPOSITION MEDIATIQUE

En 2012, l'ORSaG a pris part à sa première émission télévisée sur le thème de l'obésité et alimentation sur GTV. L'étude sur les comportements alimentaires et les perceptions de l'alimentation a fait l'objet d'un reportage dans nos locaux et l'ORSaG a été conviée à un plateau télévisé en présence, entre autres, de l'ARS.

A l'occasion de l'Assemblée générale, le quotidien France-Antilles a interviewé la directrice de l'ORSaG sur l'activité de l'ORSaG (figure 1).

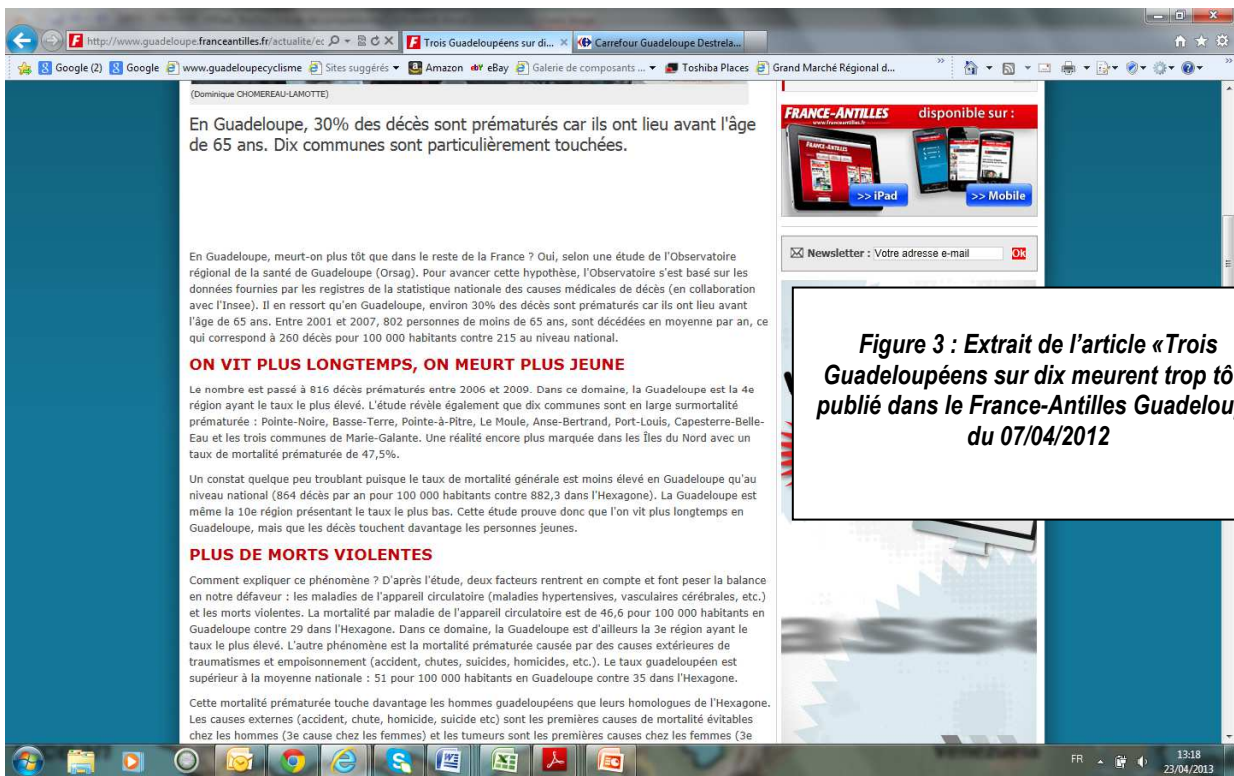
Le quotidien France-Antilles a publié trois articles reprenant les travaux de l'ORSaG sur la surcharge pondérale des enfants, la mortalité prématurée et sur l'insécurité alimentaire (figures 2 à 3).



Figure 1 : Extrait de l'article « Vanessa Cornel(y), directrice de l'Observatoire régional de santé de Guadeloupe (Orsag) : « Notre mission première : améliorer la connaissance de l'état de santé de la population » » publié dans le France-Antilles Guadeloupe du 25/05/2012



Figure 2 : Extrait de l'article « 13 % des élèves de CP sont trop gros » publié dans le France-Antilles Guadeloupe du 21/03/2012



3. LE SITE INTERNET

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012, le site de l'ORSaG <http://www.orsag.org/> a reçu 3 087 visites (correspondant à 1 766 visiteurs). En moyenne, le temps passé sur le site est 3 minutes et 6 secondes pour un nombre de pages vues de 3,31.

En raison de la difficulté de gestion du site orsag.org (défaillance du webmaster), dès juillet 2012, l'ORSaG a décidé de se doter d'un nouveau site (ouvert le 31 janvier 2013 www.orsag.fr).

FORMATION

La directrice a participé à une formation dans le champ du Management-Leadership à trois modules de formation relatifs au management : Fondamentaux du management (septembre), Organiser et gérer ses priorités (novembre) et Améliorer son leadership (décembre).

LE PROGRAMME D'ACTIVITE 2013

Des travaux financés pour l'exercice 2012 seront finalisés en 2013 (Alzheimer, personnes âgées, césariennes...).

L'approche qualitative a été privilégiée pour certaines études reportées (addictions, freins au dépistage du cancer du sein) et des travaux sur l'alimentation à Saint-Martin.

Dans une perspective de signatures de contrats locaux de santé, l'ARS a commandé la réalisation partielle (uniquement le volet quantitatif) de diagnostics locaux de santé pour 6 communes (tableau III).

Tableau IV - Description des activités prévues en 2012 en fonction des partenaires financiers

Partenaires financiers	Activités financées_Objet du financement
Services de l'Etat et assurance maladie	
Agence de santé de Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy	Etude KANNARI
	Caractéristiques des personnes âgées en Guadeloupe_ARS(2012)
	Couverture vaccinale_2009_ARS(2012)
	Diagnostic local de santé CUCS centre_ARS(2012)
	Etat de santé dans les DFA_ARS(2012)
	Etude de faisabilité_structures Alzheimer_ARS(2012)
	Etude de faisabilité_tentatives de suicide_ARS(2012)
	Etude des déterminants du DOCS_ARS(2012)
	Fiche thématique_Alzheimer_ARS(2012)
	Parcours des usagers RAG et CSPA
	Présentation de 6 communes sous forme de dossiers thématiques
	Dépistage néonatal surdit�_ARS
	Dossiers thématiques sur la sexualité
	Indicateurs de santé de Marie-Galante
	Surpoids et ob�sitt� en GS
	Mission P�le Stratégie (hors convention)
Mission Lutte antivectorielle (hors convention)	
Direction de la jeunesse et de la cohésion sociale	Mise en place d'un outil visant à mieux connaître la population des jeunes engagés dans le dispositif du service civique
	Etude sur les jeunes engagés du service civique
Caisse générale de sécurité sociale	Accompagnement de l'activité de l'ORSaG
Collectivités territoriales	
Commune de Baillif	Diagnostic local de santé
CUCS Agglo	Diagnostic local de sant�_volet qualitatif
Réseaux de santé	
Réseau Karudiabète	Etude sur le vécu et la perception des patients diabétiques Guadeloupéens de type 2 vus en milieu hospitalier et au réseau Karudiabète (V�cuDiab)
Banque alimentaire Guadeloupe	Etude sur les bénéficiaires de l'aide alimentaire en Guadeloupe
Ireps	Evaluation du programme « Les Ecoles Carambole »



ANNEXES

Annexe 1 : Extrait du dossier financier Firec (bilan, compte de résultat)

Annexe 2 : Rapport du commissaire aux Comptes 2011

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1			
		31/12/2012	12	31/12/2011	12	Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé :)	116 858	116 858				
	Primes d'émission, de fusion, d'apport						
	Ecarts de réévaluation						
	RESERVES						
	Réserve légale						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves réglementées						
	Autres réserves						
	Report à nouveau	25 426	34 360	8 934	26.00		
	RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou perte)	1 479	8 934	7 455	83.44		
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées							
TOTAL I	92 911	91 432	1 479	1.62			
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs						
	Avances conditionnées						
TOTAL II							
PROVISIONS	Provisions pour risques						
	Provisions pour charges						
	TOTAL III						
DETTES (I)	DETTES FINANCIERES						
	Emprunts obligataires convertibles						
	Autres emprunts obligataires						
	Emprunts auprès d'établissements de crédit						
	Concours bancaires courants	10	9	1	14.98		
	Emprunts et dettes financières diverses						
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours						
	DETTES D'EXPLOITATION						
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 207	4 246	961	22.63		
	Dettes fiscales et sociales	31 524	25 603	5 921	23.13		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés							
Autres dettes		90	90	100.00			
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance (1)	415 376	12 784	402 592	NB		
	TOTAL IV	452 117	42 732	409 385	958.03		
	Ecarts de conversion passif (V)						
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	545 029	134 164	410 865	306.24			

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

452 117 42 732

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2012 12			Exercice N-1 31/12/2011 12		Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%	
	Capital souscrit non appelé (I)							
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
	Frais d'établissement							
	Frais de développement							
	Concessions, Brevets et droits similaires	6 759	5 922	837	1 382	545	39.42	
	Fonds commercial (1)							
	Autres immobilisations incorporelles	11 393	11 393					
	Avances et acomptes							
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
	Terrains							
	Constructions							
	Installations techniques Matériel et outillage							
	Autres immobilisations corporelles	50 559	37 568	12 992	11 599	1 392	12.00	
	Immobilisations en cours							
Avances et acomptes								
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)								
Participations mises en équivalence								
Autres participations								
Créances rattachées à des participations								
Autres titres immobilisés								
Prêts								
Autres immobilisations financières	1 143		1 143	1 143				
TOTAL II	69 855	54 883	14 972	14 124	848	6.00		
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN COURS							
	Matières premières, approvisionnements							
	En-cours de production de biens							
	En-cours de production de services							
	Produits intermédiaires et finis							
	Marchandises							
	Avances et acomptes versés sur commandes	1 797		1 797	702	1 095	155.98	
	CRÉANCES (3)							
	Clients et Comptes rattachés							
	Autres créances	7 247		7 247	12 186	4 939	40.53	
Capital souscrit - appelé, non versé								
Valeurs mobilières de placement								
Disponibilités	520 449		520 449	106 603	413 846	388.21		
Charges constatées d'avance (3)	563		563	549	14	2.64		
TOTAL III	530 057		530 057	120 040	410 017	341.57		
Comptes de Régularisation	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)							
	Primes de remboursement des obligations (V)							
	Ecarts de conversion actif (VI)							
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	599 912	54 883	545 029	134 164	410 865	306.24		

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

0

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2012 12			Exercice N-1 31/12/2011 12	Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total		Euros	%
PRODUITS D'EXPLOITATION (1)						
Ventes de marchandises						
Production vendue de Biens						
Production vendue de Services	9 273		9 273	3 150	6 123	194.39
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	9 273		9 273	3 150	6 123	194.39
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation			199 814	223 750	23 936	10.70
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			41	136	95	69.96
Autres produits			750	773	23	2.93
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)			209 878	227 809	17 930	7.87
CHARGES D'EXPLOITATION (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)						
Autres achats et charges externes *			53 046	38 323	14 723	38.42
Impôts, taxes et versements assimilés			1 321	679	642	94.51
Salaires et traitements			119 331	108 173	11 159	10.32
Charges sociales			29 543	58 831	29 288	49.78
Dotations aux amortissements et dépréciations						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			5 682	5 498	184	3.35
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations						
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations						
Dotations aux provisions						
Autres charges			83	6 712	6 629	98.76
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)			209 006	218 216	9 209	4.22
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			872	9 593	8 721	90.91
QUOTES-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

(1) Dont produits affranchis à des exercices antérieurs

(2) Dont charges affranchies à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2012	Exercice N-1 31/12/2011	Ecart N / N-1	
			Euros	%
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations (3)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	585	460	125	27.19
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL V	585	460	125	27.19
CHARGES FINANCIERES				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL VI				
2. RESULTAT FINANCIER (V-VI)	585	460	125	27.19
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)	1 457	10 053	8 596	85.51
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	25	18	7	38.27
Produits exceptionnels sur opérations en capital	100		100	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
TOTAL VII	125	18	107	591.37
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	102	778	675	86.83
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		360	360	100.00
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
TOTAL VIII	102	1 137	1 035	91.00
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	23	1 119	1 142	102.02
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)				
TOTAL PRODUITS (I+III+V+VII)	210 588	228 287	17 698	7.75
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	209 109	219 353	10 244	4.67
5. BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	1 479	8 934	7 455	83.44

* V compris : Redevances de crédit bail mobilier
: Redevances de crédit bail immobilier

(3) Doit produits concernant les entreprises liées

(4) Doit intérêts concernant les entreprises liées

ANNEXE

Exercice du 01/01/2012 au 31/12/2012

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 120-1 et suivants du Plan Comptable Général 2005.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que des règlements CRC relatifs à la réécriture du plan comptable général 2005 applicables à la clôture de l'exercice.

CAPAUDIT
COMMISSARIAT AUX COMPTES
AUDITS ET CONSEILS

ORSaG

1301 Cité Grain d'Or
97100 BASSE-TERRE

RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
A L'ASSEMBLEE GENERALE
Exercice clos le 31 décembre 2012

SELARL AU CAPITAL DE 1 500 €
SIRET : 480 434 448 00019

Z.I DES PÈRES BLANCS IMMEUBLE ROLLÉ
97123 BAILLIF

TÉL : 05.90.99.73.64
FAX : 05.90.32.15.37

ORSaG
Observatoire Régional de la Santé de Guadeloupe
ASSOCIATION LOI 1901
1301 Cité Grain d'Or Circonvallation
97100 BASSE-TERRE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2012

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre **2012**, sur :

- Le contrôle des comptes annuels de **l'ORSaG** tels qu'ils sont joints au présent rapport et présentant un total bilan de 545 029 €, un total produits d'exploitation de 209 878 € et un excédent de 1 479 € ;
- La justification de nos appréciations ;
- Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient sur la base de notre audit d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I- OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II- JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les autres appréciations auxquelles nous avons procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portant notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaire particulier.

Les appréciations s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III- VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

À l'exception de l'incidence des faits exposés dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de l'Assemblée sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Baillif,

Le 18 Avril 2013

CAPAUDIT
CAPAUDIT
Le Commissaire aux comptes
Société de Commissariat aux Comptes
ZI des Pères Blancs - 97123 BAILLIF
Tél : 0590 32 75 64 - Fax : 0590 32 15 37
E-mail : capodit@orange.fr



1301 Cité Grain d'Or – 97100 BASSE-TERRE
Tél : 0590 38 74 48 // Fax : 0590 38 79 84
Email : orsag@wanadoo.fr
Site internet : <http://www.orsag.fr/>